



Anabases

Traditions et réceptions de l'Antiquité

9 | 2009

Varia

La découverte d'une basilique paléochrétienne à Uppenna (Tunisie) en 1905. Entre recherche scientifique, fracture idéologique et justification coloniale

Jean-Marie Pailler



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/anabases/327>

DOI : 10.4000/anabases.327

ISSN : 2256-9421

Éditeur

E.R.A.S.M.E.

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2009

Pagination : 41-52

ISSN : 1774-4296

Référence électronique

Jean-Marie Pailler, « La découverte d'une basilique paléochrétienne à Uppenna (Tunisie) en 1905. Entre recherche scientifique, fracture idéologique et justification coloniale », *Anabases* [En ligne], 9 | 2009, mis en ligne le 01 mars 2012, consulté le 20 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/anabases/327> ; DOI : 10.4000/anabases.327

© Anabases

La découverte d'une basilique paléochrétienne à Uppenna (Tunisie) en 1905.

Entre recherche scientifique, fracture idéologique et justification coloniale

JEAN-MARIE PAILLER

QU'ON ME PERMETTE DE COMMENCER par un blasphème: il n'y a pas de recherche désintéressée, en archéologie moins que partout ailleurs. Nous le savons fort bien lorsqu'il s'agit de l'exploration du Temple de Jérusalem et de son esplanade, et nous ne l'ignorons pas, Dieu sait! quand la question posée est de savoir, entre l'examen du terrain et la lecture du récit de César dans la *Guerre des Gaules*, où se trouvaient exactement Alésia, Gergovie et, plus près de nous, *Uxellodunum*. Mais la proposition: pas d'archéologie sans intérêt préalable ou connexe mérite d'être généralisée, et d'un double point de vue. D'abord, les fouilles et même les prospections coûtent cher en temps, en hommes et en argent. On ne prospecte donc, à plus forte raison on ne fouille que ce qui paraît susceptible d'être, comme on dit, *intéressant*. C'est dire qu'en archéologie, la recherche ne commence jamais qu'à partir d'une hypothèse: vous ne fouillez pas si vous n'avez pas une idée de ce que vous risquez de trouver... tout en sachant bien qu'on ne trouve jamais ce qu'on cherchait, mais souvent autre chose, parfois plus, parfois moins, parfois « mieux » et parfois « moins bien ». L'archéologue doit donc être à la fois plein d'initiative et docile à la réalité. En outre, et c'est le second point de vue, cette hypothèse de départ elle-même a d'autant plus de chance de retenir l'attention qu'elle intéresse, spontanément ou parce qu'on les a patiemment persuadés, tous ceux qui ont voix au chapitre: propriétaires du terrain, responsables des services d'archéologie régionaux ou nationaux, élus locaux, représentants d'Églises ou d'associations, public cultivé ou simplement attaché au passé de son secteur, de sa petite patrie.

De ce point de vue, les recherches menées dans les années 1904-1907 (il y a donc à peine plus de cent ans) en Tunisie, à Uppenna (Henchir-Chigarnia), entre Tunis et Sousse, à environ 130 km au sud de la capitale, sont au plus haut point exemplaires. Non pas, certes, comme modèles de fouilles, mais comme emblèmes d'une époque. On peut aujourd'hui en connaître les circonstances, le développement, les résultats, mais

aussi les suites considérables qui leur ont été données à partir de la reprise des fouilles dans les années 1970, en consultant le livre de Dominique Raynal publié en 2005, année d'un centenaire, aux Presses Universitaires du Mirail, à Toulouse: *Archéologie et histoire de l'église d'Afrique. Uppenna I. Les fouilles 1904-1907*¹.



Fig. 1. Uppenna, cliché de 1905, illustrant les conditions de fouille à cette époque et la difficulté, à partir de 1971, de « fouiller une fouille » (D. Raynal).
D'après D. Raynal, *Uppenna 2*.

Entre tant d'autres découvertes et réflexions, cet ouvrage éclaire en quelque sorte de l'intérieur les circonstances qui ont fait des spectaculaires découvertes paléochrétiennes d'Uppenna, autour de 1905 – année, en métropole, de la séparation de l'Église et de l'État – un révélateur de la situation historique de ces années passionnantes et passionnées.

Pour comprendre la genèse de cette situation, il faut un peu remonter dans le temps.

– 1881, année de la « Campagne de Tunisie », mise en place du Protectorat; la Société Marseillaise de Crédit (SMC) acquiert le domaine de l'Enfida qui appartenait à Khereddine; et René Cagnat repère le site d'Uppenna grâce à une borne de pierre où ce nom est inscrit. Ce nom d'un évêché de la province de Byzacène était connu par un

¹ L'ouvrage comporte un second tome (*Uppenna II. Mosaïques funéraires et mémoire des martyrs*), consacré à la reprise des fouilles par l'auteur à partir de 1971, au catalogue raisonné des mosaïques, aux conclusions historiques et ecclésiologiques. Dorénavant, les nombreuses références du tome I seront mentionnées entre parenthèses dans le texte sous la forme (« RAYNAL, p... »).

texte de 484 qui mentionne un évêque *Honorius Oppen(i)ensis*. Dans cette phase inaugurale, Cagnat appelle « piscine »... la cuve d'un baptistère byzantin « polylobé ».

– 1899 : décret de classement du fort byzantin qui domine le site.

– 1901 : Paul Gauckler, directeur des Antiquités, identifie la cuve baptismale. Le plan d'ensemble des vestiges est désormais apparent, mais on manque cruellement de crédits pour le chantier (1904 : « Faute de ressources nécessaires qui nous faisaient alors totalement défaut... » ; fouilles effectuées « avec des moyens de misère », dans le temps même où les découvertes se multiplient en Tunisie). L'image est celle de responsables débordés par la richesse des vestiges (Raynal, p. 29-30).



Fig. 2. Uppenna, cliché 1905. Les « absents » des comptes rendus (les ouvriers locaux) fouillent la nef centrale de la basilique, selon les techniques de l'époque.

Au fond à gauche, le pavement du chœur oriental et l'édicule entourant la grande mosaïque des martyrs. Décalage de niveau (0, 70 m. env.) entre le sol du chœur oriental (IV^e-V^e s.) et celui des bases de colonnes, à droite du groupe de personnes en marche ; ce dernier correspond à l'état byzantin. D'après D. Raynal, *Uppenna 1*.

Louis Robin est conducteur des Ponts et Chaussées chargé de la circonscription d'Enfidaville, bon dessinateur et désireux, dit-il, de prendre « le dimanche une distraction intelligente » ; il s'est engagé activement au sein de la Société Archéologique de Sousse ; il vient sur le terrain avec son responsable le Dr Carton et, aux premiers jours de novembre 1904, ouvre le premier sondage². Après avoir « percé » ou « cassé » des « mosaïques grossières », il découvre l'épithaphe de Fortunatus et met au jour la mosaïque de l'abside.

Dès lors Robin se retrouve sous l'autorité de Gauckler, à qui il rend compte dans des lettres régulières (vingt-deux sont conservées). En 1905, il relève un plan général de

² Liste et brève présentation des intervenants chez RAYNAL, p. 26-27.

la basilique (Raynal, p. 33). Il regrette plusieurs fois que Gauckler ne vienne pas assez sur les lieux (trop occupé, celui-ci délègue plusieurs fois son adjoint Sadoux).

D'après les lettres recueillies et analysées par D. Raynal, la grande période des investigations va de mi-novembre 1904 à fin février 1905. Dès lors « plus de 40 mosaïques [sont] mises au jour ». En novembre, c'est la grande mosaïque des martyrs (Raynal, p. 34-36, avec dessin de Robin et cliché de l'époque); en janvier est dégagée une cuve carrée antérieure au baptistère byzantin; le 22 du même mois, le pavement du chœur oriental. Etc.

Fin février, Robin étudie la conduite d'amenée d'eau au baptistère, longuement, en technicien expérimenté. Il distingue des niveaux, effectue des croquis en plan et en coupe, considère le fonctionnement, mais reste dans le flou quant à la fonction proprement religieuse de l'ensemble. On remarquera cependant qu'il obtient des crédits du fait de l'intérêt que pourrait présenter cet aqueduc, comme d'autres en métropole, pour apporter de l'eau sur le site, une eau si rare pour les paysans et bergers d'Uppenna (Raynal, p. 43-44; 217-218).

À partir de février 1905, le même Robin, pris en tenaille, est inquiet pour son avenir: tempête médiatique, querelle avec la SAS... sur fond d'hostilité croissante entre Gauckler et Carton.

Le 3 mai 1905 est pris le décret de classement du périmètre entourant « la basilique byzantine des martyrs et le baptistère ». Cette décision répond à une demande de Robin le 7 février, succédant à un article véhément de *L'Avenir du Centre* du 5 février, inspiré par Carton. Une longue citation de cet article s'impose (*ibid.*, p. 262-264):

La Tunisie, on le sait, reste la terre classique des souvenirs romains et byzantins dispersés en de nombreuses ruines, rencontrées à chaque pas; et le Centre – aujourd'hui endormi en un sommeil léthargique administrativement entretenu – reste la contrée la plus riche, la plus peuplée de ces vestiges qui témoignent de l'antique prospérité du sol, de son activité, et racontent l'histoire d'un glorieux passé [suit une évocation de la mosaïque des martyrs] [...] On devine facilement combien fut vive notre émotion lorsqu'on nous affirma que les intentions de la Direction des Beaux-Arts étaient de faire procéder *le plus tôt possible* [en italiques dans le texte] à l'enlèvement de cette mosaïque pour la faire transporter au musée du Bardo. Quels vandales que ces savants! On ne voit pas bien, en effet, ce que ferait cette mosaïque, figée dans les cadres froids des salles tristes et solitaires du musée tunisien, et c'est à se demander si ce n'est pas commettre une hérésie archéologique que de transporter ces restes – dépouilles mortuaires opimes convoitées par l'administration – au milieu des monnaies, des lampes, des bijoux, des miroirs, etc., qui ornent des vitrines savamment collectionnées [possibilité d'une restauration des lieux] [...] Nombreux seraient ceux qui coopéreraient de grand cœur à une réédification partielle de la basilique byzantine, créant ainsi, en cette terre de Byzacène, un lieu de pèlerinage [...] La Société Franco-Africaine, possesseur du vaste domaine de l'Enfida, est elle-même trop fortement intéressée pour consentir de gaieté de cœur à l'enlèvement de ces richesses archéologiques qui consacrent son histoire et font revivre son antique prospérité.

Texte exceptionnellement révélateur, dont bien des termes se sont retrouvés, alors et depuis, en des circonstances analogues – mais jamais, il me semble, regroupés et concentrés à ce point sur un seul objectif. S'y croisent, au fil de la polémique, le rappel de la grandeur de la Tunisie romaine, la glorification du « Centre » sahélien, la plainte de la « province » contre la capitale. De manière encore plus précise, l'article, s'appuyant implicitement sur une archéologie locale bénévole et militante, met en cause, en la personne de « ces savants³ », des archéologues aussi officiels que lointains et, pour tout dire, d'esprit « administratif ». La froideur supposée du « musée tunisien » évoque, quant à elle, une réalité peut-être trop « arabe » pour convenir à des « Européens ». L'argumentation convoque enfin aussi bien des intérêts touristico-religieux, en suggérant un « pèlerinage », que ceux, plus concrets, de la Société franco-africaine. On trouvera un écho savoureux de la préoccupation touristique dans une lettre à Gauckler de Coeytaux, précisément régisseur du domaine, en date du 24 janvier 2005 : « Il paraît que le clergé tiendrait à ce que les mosaïques, surtout celle des martyrs, restent en place, je crois qu'ils ont raison et je suppose que de votre côté, vous n'y ferez pas opposition, surtout s'ils s'engagent à y faire une construction ad hoc pour en garantir la conservation. Voyez-vous que Chigarnia devînt un jour un lieu de pèlerinages, un Lourdes africain, ce serait épatant pour notre contrée, financièrement parlant. » D. Raynal, qui reproduit ce texte p. 57, remarque malicieusement, à propos du « Lourdes africain », que Gauckler comme Coeytaux sont des membres éminents de la petite communauté protestante de Tunisie. Nouvelle manifestation de l'union sacrée.

Dès ce moment, et alors même que Gauckler est mis peu à peu à l'écart, la recherche archéologique de terrain, la réflexion historique, l'exaltation religieuse de la découverte, les projets d'exploitation touristique, la glorification de l'entreprise coloniale s'entremêlent d'une manière qui tout à la fois recoupe les préoccupations nées de la Séparation et s'en trouve remarquablement... séparée.

D. Raynal explique dans le moindre détail, au jour le jour, et avec une parfaite clarté, les enjeux et les étapes de cette fermentation de pensées et d'actions qui a agité les protagonistes. Pour ceux-ci, les oppositions ou conjonctions d'intérêt locales sont généralement passées avant les conflits idéologiques, ou ont puissamment interféré avec eux. Les acteurs déjà cités, mais aussi le père Delattre et l'abbé Emmanuelli, curé de l'Enfida, ont joué en ces circonstances un rôle majeur. Avant d'y revenir, un détour paraît s'imposer par quelques considérations plus larges sur la République, l'Église et la laïcité en Afrique du Nord en ces années décisives.

Cette tâche est aujourd'hui facilitée par des publications dont D. Raynal n'avait pu avoir connaissance, en particulier celles, récentes, de O. Saadia et de Ch. Ben Fradj,

³ En qualifiant ceux-ci de « vandales », l'auteur annonce sans le dire un développement ultérieur – que nous n'avons pas reproduit : cf. RAYNAL, *ibid.* – concernant « Genséric, Zénon et Hunéric ». L'allusion à une « hérésie archéologique » se double d'une référence implicite à une autre forme d'hérésie.

ou encore les travaux plus anciens, mais spécialisés, de P. Soumille et Cl. Liauzu. Il en ressort qu'en Algérie l'aile franc-maçonne du radicalisme s'opposait de plus en plus nettement à toute main mise de l'Église, mais que les élus locaux et surtout les autorités métropolitaines se sont montrés nettement plus modérés. O. Saaïdia a relevé plusieurs cas de manifestation d'estime mutuelle, quand ce n'est de coopération sur le terrain⁴. Même la période tendue de la campagne pour la loi de Séparation, puis les rudes débats sur le principe, le degré et les modalités d'application de cette loi en Algérie n'ont donné lieu à des batailles inexpiables – mais verbales – que de la part des extrémistes des deux « camps ». En un mot, le « pacte colonial » n'a pas été véritablement remis en cause⁵. À plus forte raison, en Tunisie, le grand combat engagé en France ne pouvait soulever que des échos modestes. La Tunisie n'était pas une colonie mais un Protectorat, une Régence ; la population européenne y était nettement plus minoritaire, et les Français eux-mêmes sont à cette époque restés minoritaires par rapport aux Italiens, aux Maltais, etc. : le recensement de 1906 dénombre 34 610 civils français sur 128 895 Européens, par rapport à un million de Musulmans environ⁶. Certes, l'arrivée en 1901 du Résident général Stephen Pichon, ami de Clemenceau, libre-penseur et franc-maçon proclamé, a pu sembler mettre un terme au climat d'entente entre l'Église et l'État bâti autour du cardinal Lavigerie, mort en 1892. Cette même année est créé le premier cercle, à Tunis, de la combative Ligue de l'enseignement⁷. Mais les combats pratiques se limitent à attaquer la protection accordée par la Résidence aux écoles congréganistes. L'essentiel de l'œuvre du « grand cardinal » a subsisté et, dans le domaine qui nous intéresse, Delattre et les Pères Blancs furent les solides héritiers des privilèges obtenus par l'Église. Ils possèdent *de facto* le musée Saint-Louis, détiennent un quasi-monopole sur les fouilles dans le Grand Carthage... sans oublier que l'Archevêché est actionnaire pour environ la moitié de la Société franco-africaine de l'Enfida. De son côté, l'archevêque de Carthage, Mgr Combes, ne manque pas une occasion de saluer l'autorité républicaine. Il est des « ralliements » auxquels l'union sacrée dans

⁴ O. SAAÏDIA, "L'anticléricisme, article d'importation ? Le cas de l'Algérie avant la Première Guerre mondiale", *XX^e siècle* 87 (2005/3), p. 101-112, en particulier les p. 103-108.

⁵ *Ibid.*, p. 110-111, et déjà p. 106 : « Une situation paradoxale domine donc les années 1880-1914. Alors qu'en métropole la période est marquée par des affrontements intenses entre cléricaux et laïques, dans la colonie c'est la recherche d'un consensus qui l'emporte entre les deux courants d'opinion. Les défenseurs de la laïcité ont renoncé à leurs convictions sur le libre arbitre face à l'intérêt supérieur de la colonisation. Discours laïque et catholique se rejoignent, à quelques nuances près, en matière de politique coloniale. La volonté de s'entendre est manifeste dans les deux camps, et ce depuis la période du cardinal Lavigerie. »

⁶ Référence chez C. LIAUZU, P. SOUMILLE, "La Gauche française en Tunisie au printemps 1906 : le Congrès républicain, radical et socialiste de Tunis", *Le Mouvement Social* 86 (1974), p. 55-78 (p. 56).

⁷ *Ibid.*, p. 58.

le cadre colonial donne tout leur poids⁸. Cette situation s'accorde avec le fait que les communautés religieuses non musulmanes se gardent en Tunisie de tout prosélytisme comme de toute attaque mutuelle : à peine l'affaire Dreyfus suscite-t-elle deux mouvements d'antisémitisme, brefs et limités, en 1898⁹.



Fig. 3. Uppenna, cliché du 16 juin 1905 (« première mission archéologique »). La mosaïque des martyrs vient d'être déposée (fosse du premier plan), à la recherche de reliques. Le père Delattre (en blanc) et le chanoine Raoul contemplant le fragment conservé de mosaïque de l'absidiole découvert sous celle-ci. Elle porte les noms des mêmes martyrs (début du IV^e s.?). Ici encore, l'emplacement des pieds des personnes présentes fournit des indications comparatives de niveau. D'après D. Raynal, *Uppenna 1*.

Assurément, au cours des années qui précèdent 1905, Delattre et ses confrères partagent très largement le sentiment de persécution qui a envahi bien des catholiques de métropole : Delattre en a fait plusieurs fois confidence (Raynal, p. 56, 175-177). Des découvertes martyriales comme celle d'Uppenna ne manquent pas d'entretenir

⁸ Cf. le « toast d'Alger » sur le Ralliement du cardinal Lavigerie (novembre 1890), analysé par F. RENAULT, *Le cardinal Lavigerie*, Paris, Fayard, 1992, p. 444-445 et *passim*.

⁹ Cf. P. SOUMILLE, *Européens de Tunisie et questions religieuses (1892-1901)*, Paris, éd. du CNRS, 1975. Le travail récent et important de Ch. BEN FRADJ, *Un combat laïque en milieu colonial. Discours et œuvre de la fédération de Tunisie de la Ligue française de l'enseignement (1891-1955)*, Paris, L'Harmattan, 2004, révèle que l'épisode d'Uppenna, malgré ses enjeux, n'a pas retenu l'attention de ce milieu pourtant informé et sourcilieux. Le même constat ressort de l'étude de C. LIAUZU et P. SOUMILLE citée à la n. 6.

les milieux catholiques militants dans cette disposition. Pourtant, il n'est pas exagéré de dire que, plus qu'à une politique de laïcité agressive qui, par-delà quelques mots d'ordre, ne se manifeste nullement sur le terrain archéologique¹⁰, ces milieux se heurtent à un homme, à une institution et à un état d'esprit. Inspecteur des Antiquités de Tunis dès 1892, Directeur du même service à partir de 1897, de tempérament cassant, « centralisateur et autoritaire » (Raynal, p. 46, n. 34), profondément convaincu de sa mission républicaine, Paul Gauckler entretient avec Delattre une relation difficile, mais généralement courtoise et non exempte d'estime mutuelle. L'un et l'autre collaborent régulièrement avec Paul Monceaux, qui est à Paris le représentant de l'histoire religieuse de l'Afrique antique (Raynal, p. 182-186 et *passim*). Gauckler, réaliste, admet la place particulière faite dans la Régence à l'autorité ecclésiastique, mais s'oppose à tout nouveau progrès, qui serait pour lui un empiétement sur les prérogatives de l'État. Il parvient à fouiller lui aussi sur le domaine de Carthage (atteinte à un monopole de fait de l'Église), tente vainement de limiter, par une procédure de classement, les dégradations du patrimoine archéologique sur des terrains appartenant à l'Église, veille à ce que des collections diverses finissent au Bardo plutôt qu'au musée Saint-Louis (dont, au reste, il conteste la propriété aux Pères Blancs), fait en sorte de préserver sa propre capacité de décision et de contrôle même à distance de Tunis – et donc, aussi, à Uppenna. Il ne sera contraint à la mise à l'écart, puis à la démission et au départ, à l'été 1905, que par la conjonction de deux autres influences : celle de la SAS, avec l'inépuisable docteur Carton et les « prépondérants » du centre sahélien ; celle des mentalités de l'époque : selon toute vraisemblance « compromis » dans des pratiques d'homophilie, il doit être écarté. Ses adversaires s'en réjouissent bruyamment. En revanche, l'abbé Leynaud (proche de Delattre et futur évêque d'Alger), curé de Sousse et fouilleur des catacombes de la ville, que Gauckler a aidé financièrement dans ses investigations, lui manifeste une courageuse fidélité.

C'est finalement en juin-juillet 1905, Gauckler étant en France, et en l'absence d'une Direction des Antiquités décapitée et réduite à un rôle d'appoint, que se joue l'avant-dernier acte. Les protagonistes en sont la SAS, l'abbé Emmanuelli et une « Commission ecclésiastique » (les chanoines Pavard et Raoul, le père Delattre) chargée *de facto* de quatre missions, ou plutôt deux fois deux : poursuivre la fouille

¹⁰ La seule intervention que l'on trouverait à citer est assez médiocre : c'est celle de Gaston Thomson, dans un article du *Siècle* daté du 28 octobre 1903 (p. 117 et n. 24 ; le qualificatif « médiocre » est de D. Raynal). Cet élu du département algérien de Constantine est un vétéran de la lutte anti-congréganiste, qui deviendra ministre de la Marine en 1905. Pour l'heure, sous le titre « Tentative de captation », l'auteur dénonçait l'avidité sans borne des Pères Blancs : « Il faut que ces apôtres de la pauvreté et de l'abnégation en prennent leur parti ; il ne leur sera pas permis de porter une main rapace sur ce qui est le bien de l'État français et de la Tunisie. » Encore le musée Saint-Louis n'était-il pas explicitement mentionné.

en des secteurs donnés et se mettre en quête de « reliques de martyrs¹¹ » ; préparer les mosaïques à une présentation sur le site, mais aussi prévoir l'installation de certaines – notamment la grande mosaïque des martyrs et celles des évêques Honorius et Baleriolus – dans le cadre de l'église paroissiale d'Enfidaville, dont la construction vient d'être décidée. Sadoux, de la Direction des Antiquités, qui avait si souvent secondé ou suppléé Gauckler à Uppenna, ne joue plus ici qu'un rôle technique d'exécution.

Qu'on y réfléchisse un instant : au cœur du débat français sur la loi de Séparation, qui a duré de mars jusqu'au vote final du 2 juillet, c'est la République qui, à Uppenna et à Enfidaville, abdique ses prérogatives et, vu les circonstances personnelles autant que des enjeux plus larges, laisse les représentants de l'Église prendre en charge la suite des opérations. Le cas de l'abbé Emmanuelli, curé de l'Enfida depuis 1884, mérite un arrêt. Il avait été choisi, d'un commun accord entre l'Administrateur de la Société et le cardinal Lavigerie¹², « comme ayant la connaissance de la langue française et parlant non seulement le maltais, qui est sa langue d'origine, mais aussi l'italien, ce qui est tout à fait conforme aux besoins religieux du petit groupe de populations italiennes et surtout siciliennes que la création de notre vignoble a attiré à l'Enfida » (p. 74, n. 94). Ces considérations déjà anciennes reflètent un aspect du catholicisme « européen », et non exclusivement français, d'Afrique du Nord. Aspect particulièrement marqué en Tunisie, mais qui n'est pas ignoré en Algérie¹³, et par où se complique encore l'analyse des relations entre République laïque, Église dans la diversité de ses composantes et populations musulmanes. Ajoutons que ce prêtre très actif et plein d'entregent a, dès le début des fouilles, entretenu les meilleures relations avec Robin, et qu'il a constamment relancé l'autorité ecclésiastique en vue de faire construire une église abritant au moins une partie de la mémoire des martyrs. Il a bien mérité l'éloge public fait de lui par Mgr Combes le 1^{er} mai 1907, dans un discours que nous retrouverons : « De cet édifice, il est, avec la grâce de Dieu, comme le sage architecte. » L'auteur précise : édification matérielle *et* spirituelle, avant de poursuivre : « À sa noble tâche, depuis dix-huit années, M. l'abbé Emmanuelli se dépense entièrement. Apprécié des chefs de la Société directrice, aimé des ouvriers qui développent leurs tentes sur cette terre hospitalière et fertile, il concentre son ambition, son bonheur, dans les limites du Domaine, son royaume spirituel » (cité par Raynal, *ibid.*).

¹¹ Cf. le récit de la visite à Uppenna de l'archevêque de Carthage, le 11 mai 1905, par le vicomte de Chaignon : « ... auprès de la mosaïque des seize Martyrs. Sa première pensée fut celle de faire ouvrir le monument en vue de constater ce qu'il cachait aux yeux et s'il contenait réellement les Reliques des Saints mentionnés. C'est dans ce but qu'il [...] institua la Commission ecclésiastique d'archéologie chrétienne chargée de pénétrer le secret de la Mosaïque sainte » (cité par RAYNAL, p. 58).

¹² On songe avant l'heure, et *mutatis mutandis*, à la situation qui a longtemps prévalu autour des usines Michelin à Clermont-Ferrand, avec ce qu'on a appelé les « écoles Michelin » et les « curés Michelin ».

¹³ Cf. SAAÏDIA, "L'anticléricalisme", p. 109.

Reconstituant minutieusement, pour vérifier ce qu'on en pouvait tirer à des fins historiques, l'exploration menée par la commission ecclésiastique à partir des « PV des deux missions », D. Raynal se montre justement sévère (p. 59-69, 187-193). Plus encore que d'ordinaire en cette époque où l'adage « fouiller c'est détruire » revêtait son plein sens, les fouilles de l'été 1905 ont eu peu à voir avec la recherche scientifique : elles furent marquées par la précipitation, le souci primordial de mettre au jour et en valeur des reliques de martyrs, un désaccord croissant entre le chanoine Raoul et le père Delattre, celui-ci n'étant qu'en principe le responsable de la mission. Ce désaccord se fit à la fois touchant et pittoresque lorsqu'il s'agit d'identifier le contenu de la fiole trouvée sous la mosaïque des martyrs. Il était si tentant d'y retrouver les viscères et le sang des suppliciés ! Le chanoine Raoul semble avoir été prêt à passer outre les résultats formels des analyses faites à l'Institut Pasteur (pas de tissu humain, sans doute « de l'encre »...), mais l'honnêteté scientifique foncière du père Delattre s'y opposa *in fine* (Raynal, p. 187-193). Dès lors, une partie du dynamisme initial était épuisée et les efforts se tournèrent vers l'installation des plus belles mosaïques du site dans l'église dont la construction s'achevait. Ce sont, à peu près, celles qui peuvent être aujourd'hui contemplées par le visiteur de l'église devenue musée.

Dernier acte : transfert des mosaïques, inauguration de l'église, discours de Mgr Combes le 1^{er} mai 1907, à l'occasion de la bénédiction du lieu consacré. Renvoyant une fois encore aux analyses de D. Raynal (p. 194-201), nous puisons d'abord dans son enquête la référence au jubilé épiscopal du même prélat, le 9 octobre 1906. Elle révèle un climat ressenti de sombre persécution : « tristesse, recueillement, prière » partagés avec « l'Église de France ». Une réponse venue de France, et pour nous anonyme, à l'envoi de cette brochure dit très bien l'harmonie et la différence entre les deux rives de la Méditerranée : « Puisse la persécution inouïe qui sévit sur la France à cette heure ne pas compromettre dans la colonie d'Outre-mer la résurrection du lointain passé due à vos apostoliques efforts » (cité par Raynal, p. 200, n. 58)¹⁴.

En 1907, le ton a changé, à la fois parce que l'occasion le requiert et que le temps a passé, atténuant les conflits sur le sol français : Clemenceau, par exemple, a enjoint aux préfets de suspendre les Inventaires s'ils devaient donner lieu à épreuve de force¹⁵. Les points les plus intéressants du discours de Mgr Combes sont de trois ordres. En premier lieu, la relecture de l'histoire de l'Afrique au miroir d'une succession de « gloire prodigieuse » et de « malheurs inouïs ». Traduisons : tour à tour, et marqués en alternance

¹⁴ *Ibid.*, p. 200, n. 57, les vœux au style hésitant mais révélateur de l'abbé Emmanuelli à Mgr Combes, le 30 décembre 1904 : « Puissent, Monseigneur, les Saints Martyrs dont on vient de découvrir le tombeau nous obtenir de Dieu qu'après la tourmente actuelle vienne le calme, après les chagrins qui ont saigné et saignent encore votre cœur de Père, jouir de la paix et du bonheur, au milieu du troupeau qui a été confié à votre houlette. »

¹⁵ On notera pourtant ce vigoureux propos : « Maintenant, comme au jour des Vandales, n'auriez-vous pas à lutter, à souffrir pour les droits de Dieu et la liberté de la conscience ? » (RAYNAL, p. 199 = brochure, p. 6).

d'un signe positif ou négatif, Rome païenne et chrétienne, les Vandales persécuteurs des martyrs locaux¹⁶, les Byzantins, la conquête arabo-musulmane, la Tunisie française et chrétienne. Ensuite la glorification de la Croix salvatrice et civilisatrice, à partir de l'évocation de la croix gemmée qui orne la grande mosaïque et, implicitement, de la croix épiscopale de l'orateur : « Douze siècles ont passé sur ces lieux désolés, sur ces champs de mort ; et voilà que, portée entre nos mains, la Croix est replantée dans ce sol bouleversé par la herse des révolutions ; et ses racines, pour s'étendre, se développer, rencontrent partout une terre imprégnée des sueurs, des larmes et du sang de ses premiers disciples. Douze siècles ont passé et *nous sommes revenus* pour reprendre la chaîne brisée de la tradition... » (p. 26 de la brochure, citée Raynal p. 194 ; c'est nous qui soulignons). La troisième remarque concerne la solidarité réaffirmée de manière vibrante avec la Société de l'Enfida (*ibid.*, p. 196) : « De ce vaste Domaine, les Administrateurs l'affirment aujourd'hui : ils n'entendent pas seulement faire œuvre de spéculation, mais œuvre de moralisation ; ils n'entendent pas seulement cultiver et entretenir les champs, mais cultiver et entretenir les âmes. Pour cette œuvre, surtout, ils peuvent nous inscrire au nombre de leurs plus dévoués, de leurs plus fidèles collaborateurs. »

Faut-il s'étonner, comme le fait avec chaleur D. Raynal (p. 198), de « l'absence » dans ces considérations de tout le peuple arabe et musulman du temps ? Elle est choquante, d'évidence, et heurte notre mentalité. D'autres études, notamment celle de Liauzu et Soumille, montrent les mêmes œillères, à la même époque, chez les laïques et les « hommes de gauche » les plus convaincus. Identique cécité, donc. Peut-être même les chrétiens, ceux du moins qui se seraient débarrassés d'une tranquille bonne conscience coloniale, n'étaient-ils pas les plus mal placés pour ouvrir les yeux et les oreilles. On renverra le lecteur intéressé aux souvenirs de guerre d'Algérie de J. Julliard, dans lesquels il évoque « Mgr Mohamed » Duval et rappelle le « national-molletisme » des années 1950, où, dans la gauche laïque, on exaltait bien souvent l'universalisme français (donc le statu quo colonial) contre le « cléricalisme musulman »¹⁷.

Pour revenir à l'époque qui nous occupe, relevons une curiosité, et peut-être plus que cela. Le 15 avril 1907, le pape Pie X a condamné la séparation de l'Église et de l'État en France. Quinze jours plus tard, à propos des mosaïques, l'archevêque de Carthage esquisse une allusion parfaitement claire : « Le Gouvernement tunisien et le Service des Antiquités ont bien voulu nous en faire la cession gracieuse [...] Cette générosité me donne l'assurance que sur ce terrain, *il ne s'élèvera pas de mur de séparation* et que, les découvertes se multipliant, nous verrons se resserrer les liens qui unissent l'art et la foi » (Raynal p. 199, n. 52 ; c'est nous qui soulignons). Le constat est assez

¹⁶ On sait aujourd'hui, grâce à la reprise de l'étude par D. Raynal, que la persécution remonte bien plus haut, sans doute à l'époque de Galère.

¹⁷ Cf. J. JULLIARD, *Le choix de Pascal*, Paris, Desclée de Brouwer, 2003, p. 143-144. Une confidence de l'auteur, alors en contact au nom de l'UNEF avec les responsables étudiants algériens, m'a appris que lui-même et plusieurs de ses amis, issus de la JEC, furent plusieurs fois taxés de « complicité cléricale » avec le FLN...

juste, à condition d'élargir la formule: « Les liens qui unissent la vision catholique et la perspective coloniale en cette Afrique jadis civilisée, chrétienne et désormais en voie de rechristianisation, donc de retour à la civilisation. » Ce ton apaisé et optimiste traduit bien la schizophrénie bénigne qui a frappé certains dignitaires ecclésiastiques de Tunisie, solidaires des tourments soufferts en France par leur Église, mais également conscients de leur privilège local et habiles à le conserver par des déclarations pesées, des actions symboliques, des alliances adaptées.

Jean-Marie PAILLER

Université de Toulouse le Mirail – TRACES CNRS

(UMR 5608)

19, rue Franc

F-31000 Toulouse

pailler@univ-tlse2.fr